



PME

63^e ENQUÊTE

DE CONJONCTURE

JUILLET 2016

01.

**LA REPRISE
S'EST ACCÉLÉRÉE
AU 1^{ER} SEMESTRE
LES PME RESTAIENT
EN MAI OPTIMISTES
POUR LA FIN
D'ANNÉE**

+13

**SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION
ATTENDUE DE L'ACTIVITÉ DES PME EN 2016,
CONTRE +4 EN MAI 2015**

-18

**SOLDE D'OPINION SUR LA SITUATION
DE TRÉSORERIE DES 6 DERNIERS MOIS,
TOUT PROCHE DU NIVEAU D'AVANT CRISE**

47%

**LA PART DES PME AYANT INVESTI DEPUIS
DÉBUT 2016 OU PRÉVOYANT DE LE FAIRE
D'ICI LA FIN DE L'ANNÉE,
EN PROGRESSION DE 2 POINTS SUR UN AN**

+6%

**SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION
ATTENDUE DES CARNETS DE COMMANDES,
EN HAUSSE DE 3 POINTS SUR 6 MOIS**

Points clés

1. Une accélération de l'activité au 1^{er} semestre à un rythme inégalé depuis 5 ans, portée par 18 mois de hausse des carnets de commandes dans tous les secteurs excepté la Construction où ils sont en voie de stabilisation.
2. Une situation financière qui continue de s'améliorer, avec des trésoreries retrouvant ou presque leur niveau du 1^{er} semestre 2008. L'état de la trésorerie reste cependant assez tendu dans la Construction et surtout le Tourisme.
3. Le robinet du crédit est ouvert : l'accès au crédit de trésorerie et d'investissement est le plus aisé depuis le début de la décennie.
4. Des prévisions d'investissement meilleures qu'en mai 2015 mais encore un peu timides. Net redressement dans les Services et les Transports mais stabilité annoncée dans l'Industrie.
5. L'amélioration devrait se poursuivre au 2nd semestre même si le climat d'incertitude a pu depuis se renforcer avec la matérialisation du Brexit : l'évolution attendue des carnets de commandes est la meilleure depuis 2011, les trésoreries devraient continuer de s'assouplir et la rentabilité est anticipée en hausse pour l'exercice 2016.

Le net redémarrage de l'activité au 1^{er} semestre se traduit par un début d'amélioration sur le front de l'emploi

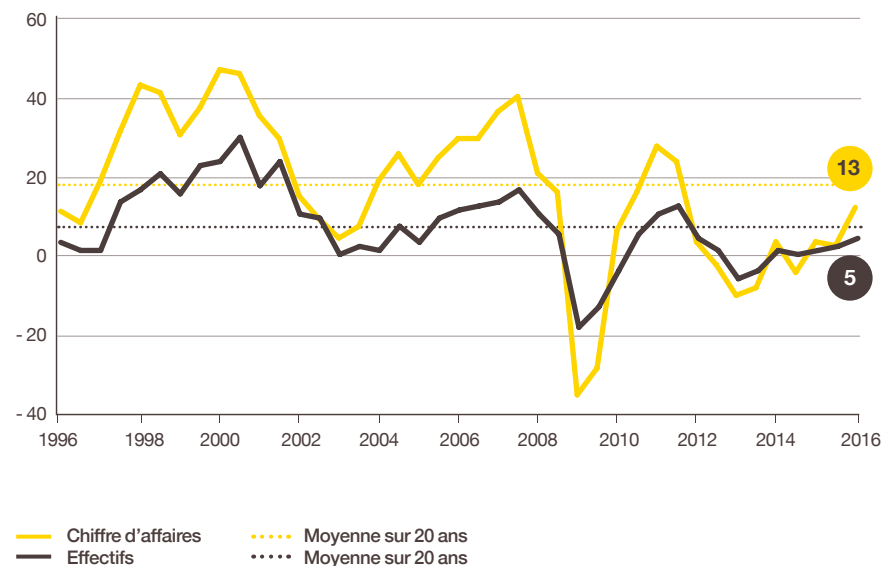
Interrogées en mai, les PME annoncent une accélération de leur activité qui progresse à un rythme inégalé depuis 2011. En conséquence, les créations nettes d'emploi s'accroissent, quoique à un rythme encore modéré.

Sur un an, le solde d'opinion relatif à l'évolution de l'activité gagne 9 points, à +13, tandis que celui de l'emploi progresse de 3 points, à +5. Ces indicateurs d'évolution de l'activité et de l'emploi se rapprochent ainsi de leur moyenne de long terme (graphique 1).

Comme pour les ETI interrogées en mars⁽¹⁾, les PME semblent également bénéficier du redressement des marchés français et européens. Le solde d'opinion sur l'activité des non internationalisées se redresse de 11 points à +10, les moyennement internationalisées voient leur solde se redresser de 6 points, à +23.

Cette tendance devrait se prolonger en 2017. L'activité poursuivrait sa croissance, plus particulièrement chez les PME de plus de 100 salariés. L'emploi, quant à lui, bénéficierait de ce climat favorable en continuant de se renforcer.

• **GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE EN COURS**
SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : le solde des opinions opposées sur l'évolution de l'activité pour l'année en cours est passé de +2 à +13 entre les interrogations de novembre 2015 et de mai 2016.

Source : **Bpifrance Le Lab**

⁽¹⁾ Cf. « La conjoncture des ETI : enquête annuelle 2016 », **Bpifrance Le Lab**-DGE, juin 2016.

Les carnets de commandes se regarnissent pour le 3^e semestre consécutif, l'indicateur en solde d'opinion progressant de 11 points sur un an, à -13, ce qui le situe au plus haut depuis la fin 2011.

Deux groupes distincts d'entreprises se confirment dans la reprise en cours (graphiques 2) :

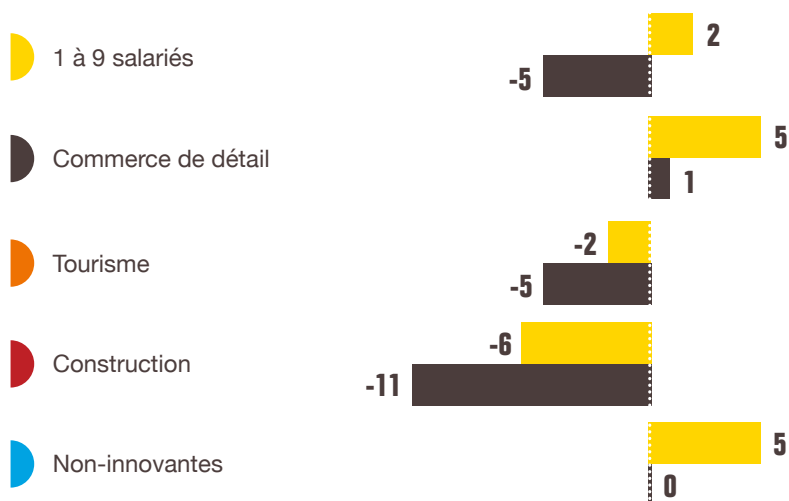
- les PME « en croissance », dont l'activité et les embauches s'accroissent ;
- les PME encore « à la traîne », où l'activité et l'emploi stagnent ou continuent de s'effriter. Dans ces dernières, on observe cependant un rattrapage progressif.

Le 1^{er} groupe comprend les PME employant au moins 10 salariés, et tout particulièrement celles de 100 à moins de 250 salariés, les entreprises exportatrices et celles qui innovent. En termes sectoriels, on y trouve les Services aux entreprises et aux particuliers, l'Industrie, le Commerce de gros et les Transports.

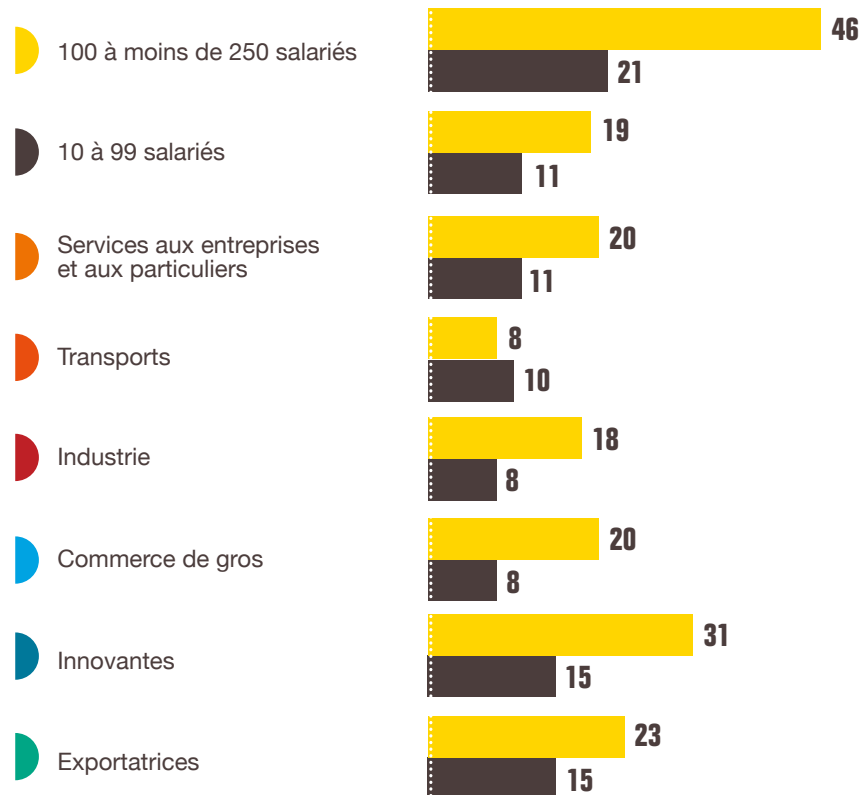
Le 2nd groupe rassemble les TPE et les non-innovantes. D'un point de vue sectoriel, il comprend les PME de la Construction, dont les indicateurs sont toutefois moins dégradés que précédemment, du Tourisme et du Commerce de détail.

• GRAPHIQUES 2 : CARACTÉRISTIQUES DES 2 CATÉGORIES DE PME SOLDE D'OPINION EN %

PME ENCORE « À LA TRAÎNE »



PME « EN CROISSANCE »



■ Activité ■ Emploi

Source : Bpifrance Le Lab

L'emploi commence à s'améliorer, mais encore de manière inégale

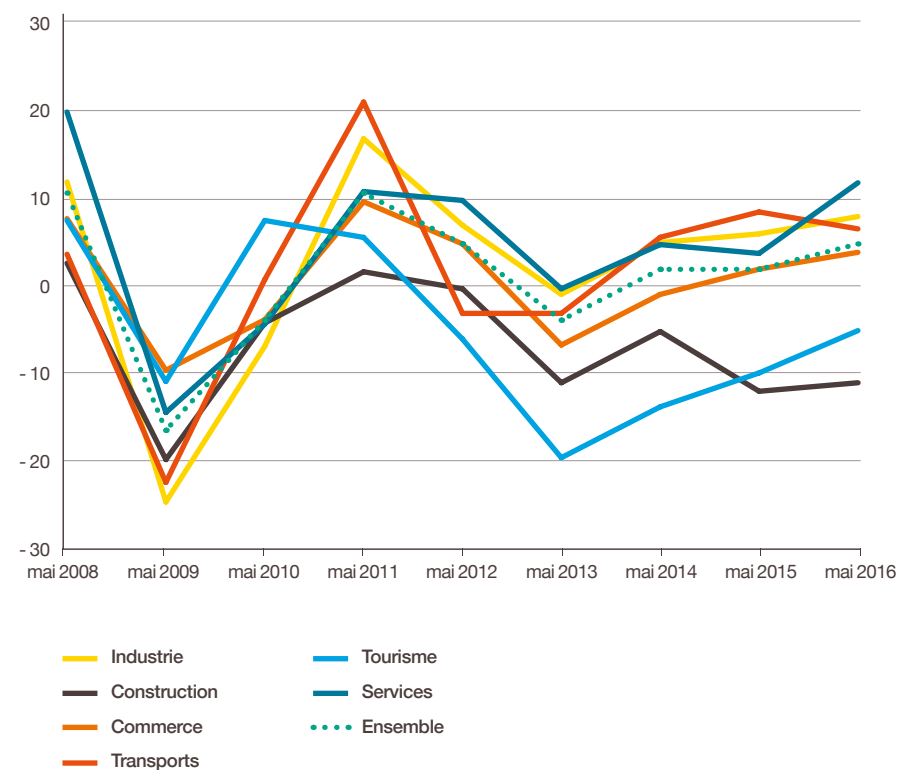
Au cours des premiers mois de 2016, 21 % des PME ont accru le nombre de leurs salariés tandis que 16 % les ont réduits, soit un solde d'évolution de l'emploi de +5, en amélioration de 3 points par rapport à 2015.

L'évolution de l'emploi des PME est très variable selon le secteur d'activité. Le redressement le plus net s'opère dans les Services (indicateur à +12, +8 points par rapport à 2015), son meilleur niveau depuis 2008. Le redressement est plus modéré dans l'Industrie (+8) et le Commerce (+4).

En revanche, la situation reste plus dégradée dans la Construction (-11) et le Tourisme (-5). Dans ce dernier secteur cependant, la situation s'améliore de manière continue depuis le point bas de 2013 (-20).

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS DES PME DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : en mai 2016, 20 % des PME des Transports déclarent avoir accru le nombre de leurs salariés depuis fin 2015, tandis que 13 % déclarent une réduction, ce qui donne un solde ou indicateur d'emploi de +7.

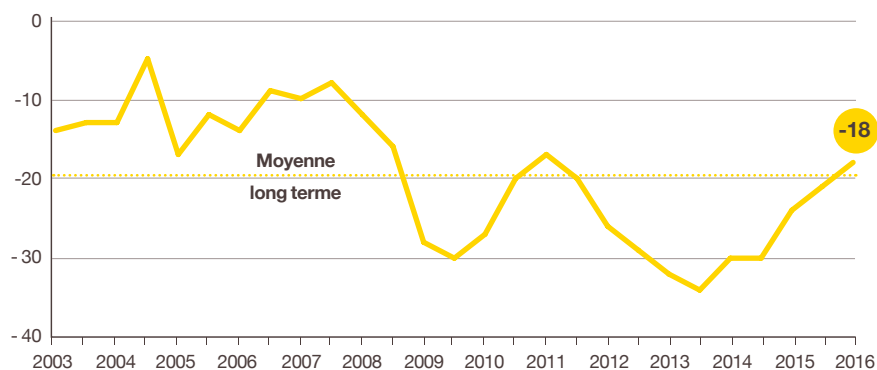
Source : Bpifrance Le Lab

Une situation financière de nouveau en amélioration...

La situation de trésorerie des PME est au mieux depuis 2011. L'indicateur de la trésorerie a progressé de 3 points par rapport à novembre 2015, à -18, ce qui le situe à 2 points au-dessus de sa moyenne de long terme et quasi au niveau d'avant crise (graphique 3).

Les trésoreries sont considérées les plus souples dans les Services aux entreprises, dont l'indicateur s'inscrit à -11, le Commerce de gros (-14) et l'Industrie (-15). L'état des trésoreries est estimé le plus tendu dans le Tourisme (-39) et la Construction (-33). Les trésoreries sont estimées plus serrées que la moyenne des PME par les TPE (-22) et beaucoup plus aisées par les entreprises de 100 à moins de 250 salariés (-3).

• GRAPHIQUE 3 : JUGEMENT MOYEN SUR LA SITUATION DE TRÉSORERIE SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : en mai 2016, les PME étaient 18 % de plus à déclarer une trésorerie difficile qu'une trésorerie aisée.

Source : Bpifrance Le Lab

En outre, le jugement de la rentabilité du dernier exercice s'améliore nettement sur un an. L'indicateur en solde d'opinion est au plus haut depuis mai 2012 dans l'Industrie (-1), les Services (-1) et le Commerce (+1) et se maintient sur un an dans les Transports (-5, après -4). L'appréciation de la rentabilité demeure toutefois très négative dans la Construction (-19 après -24 en mai 2015) et dans le Tourisme (-18 après -20).

Il est également meilleur chez les PME innovantes (+1 après -7 en mai 2015) que chez les non-innovantes (-7 après -11), chez les PME exportatrices (+2 après -4) que chez les non-exportatrices (-7 après -12).

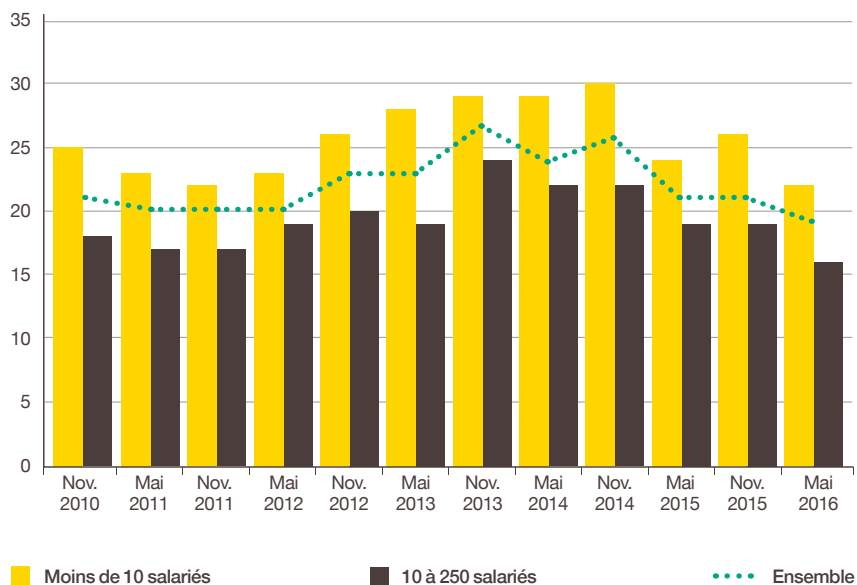
Les anticipations d'évolution de la rentabilité pour l'exercice en cours sont positives pour la première fois depuis mai 2011, l'indicateur s'inscrivant à +3 (après -3 en mai 2015 pour l'exercice 2015). L'évolution attendue est la plus positive dans les Services (+10 après -2), l'Industrie (+8 après +4) et le Commerce (+1 après -5).

... et des conditions d'accès au crédit très favorables

L'accès des PME au crédit de trésorerie au cours du 2nd semestre 2016 n'a jamais été aussi aisé depuis 2010, année d'introduction de la question dans l'enquête. Seuls 19 % des entreprises disent avoir rencontré des difficultés pour obtenir les concours financiers à court terme souhaités. La proportion a diminué de 2 points par rapport au 2nd semestre 2015.

L'amélioration concerne tant les TPE (22 % après 26 %) que les PME de 100 à moins de 250 salariés (16 % contre 19 %) (graphique 4).

• GRAPHIQUE 4 : ACCÈS AU CRÉDIT DE TRÉSORERIE ASSEZ OU TRÈS DIFFICILE EN %



Source : Bpifrance Le Lab

Les difficultés d'accès au crédit à court terme sont les plus fréquentes, mais en nette diminution, dans le Tourisme (28 % vs 35 % au 2nd semestre 2015), le Commerce et Réparation automobile (24 % contre 31 %) et les Services aux particuliers (25 % après 30 %). À l'opposé, elles sont les moins fréquentes dans le Commerce de gros (14 % contre 17 %) et l'Industrie (17 % après 19 %).

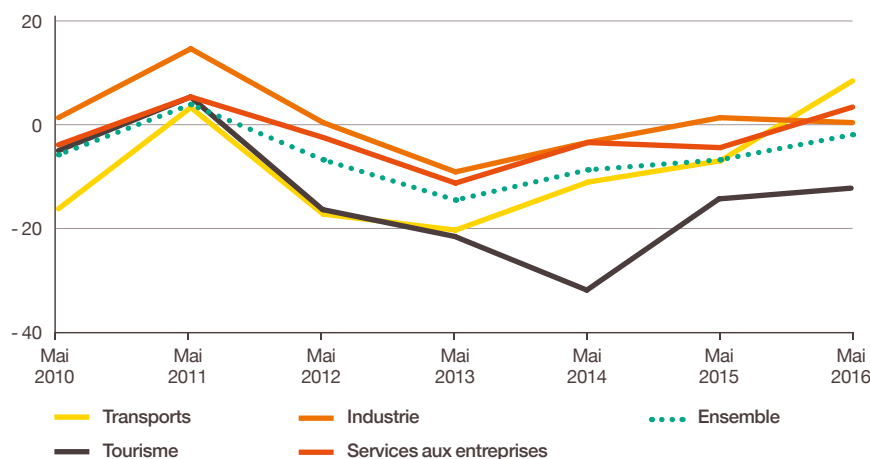
L'accès au crédit à moyen et long terme s'est également de nouveau assoupli au cours des 6 derniers mois. En mai 2016, 8 % seulement des PME disent avoir rencontré des difficultés d'obtention de concours financiers à l'investissement, contre 10 % en 2015 et 11 % en 2014. La proportion est la plus faible depuis 2011 (date de reformulation de la question sur l'accès au crédit à l'investissement).

Les difficultés rencontrées sont les moins fréquentes dans l'Industrie (6 %, après 10 % fin 2015) et demeurent les plus fréquentes, mais en nette amélioration, dans le Tourisme (15 % après 23 %).

Les PME rehaussent encore un peu leurs prévisions d'investissement...

47 % des entreprises ont réalisés des investissements depuis le début 2016 ou pensent le faire d'ici la fin de l'année. C'est 2 points de plus que dans la prévision de mai 2015 et s'avère la prévision la plus élevée depuis mai 2012. En outre, l'indicateur prévisionnel du volume d'investissement pour l'année en cours est au plus haut depuis 2011, à -2 (graphique 5).

• GRAPHIQUE 5 : JUGEMENT MOYEN SUR L'ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE EN COURS RÉPONSES DE MAI - SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : parmi les 47 % de PME qui ont déjà réalisé ou prévoient des investissements en 2016, 25 % annoncent un volume d'investissement en hausse par rapport à 2015 et 27 % en diminution, ce qui donne un indicateur en solde d'opinion de -2 pour l'ensemble des PME.

Source : Bpifrance Le Lab

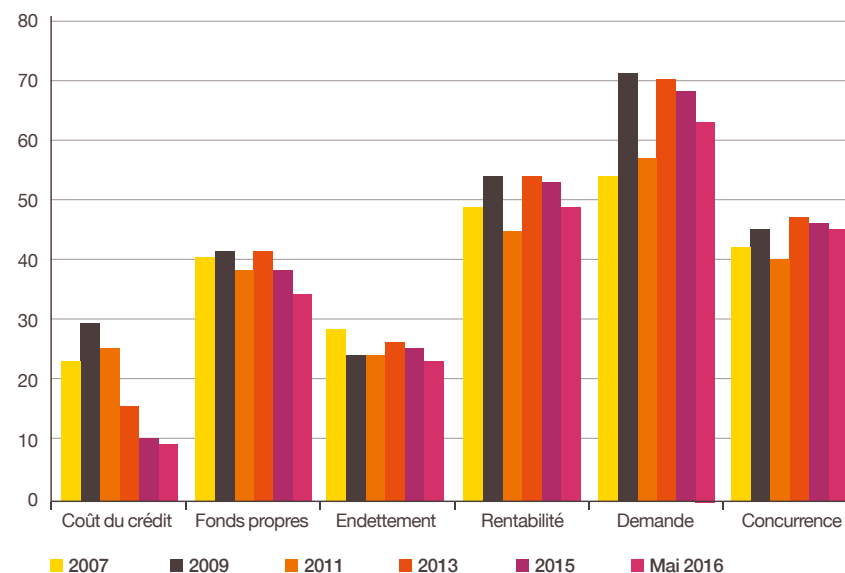
Les dépenses d'investissement sont prévues en augmentation sensible dans les Services aux entreprises (+3) et surtout dans les Transports (+8). Dans ces deux secteurs, l'indicateur prévisionnel retrouve ou dépasse son point haut de 2011. Les perspectives restent stables dans l'Industrie (indicateur à 0). En revanche, les prévisions d'investissement restent négatives dans les autres secteurs d'activité, en particulier le Tourisme (-12) et la Construction (-15), même si elles ne se dégradent pas.

... car la demande est perçue plus soutenue

Chaque semestre, 6 freins possibles à l'investissement sont soumis à l'appréciation des dirigeants de PME (graphique 6). La faiblesse de la demande, qui apparaît régulièrement comme le principal obstacle, pèse moins que précédemment, citée par 63 % des chefs d'entreprise contre 65 % en novembre et 68 % en mai 2015. Effectivement, l'indicateur d'évolution des carnets de commandes à 6 mois est positif pour le 3^e semestre consécutif, à +6, au plus haut depuis 2011.

Le deuxième obstacle à l'investissement demeure l'insuffisance de la rentabilité, mentionné par 48 % des dirigeants, proportion également en baisse sensible sur un an (-4 points). En effet, l'évolution anticipée de la rentabilité est la meilleure depuis 2011, tandis que les trésoreries en assouplissement régulier depuis le point bas de 2013 sont prévues stables au 2nd semestre 2016.

• GRAPHIQUE 6 : JUGEMENT SUR LES OBSTACLES À L'INVESTISSEMENT PART DES RÉPONDANTS EN %



Source : Bpifrance Le Lab

En guise de conclusion

L'amélioration de la situation des PME s'est confirmée et renforcée au 1^{er} semestre 2016

Mi-2016, tous les indicateurs des PME poursuivent le redressement esquissé en 2015 : activité, emploi et situation financière continuent de s'améliorer ainsi que l'investissement. L'amélioration la plus nette concerne les Services, porté par un regain de dynamisme du marché intérieur.

La demande reprend petit à petit des couleurs alors que les conditions d'accès au crédit et le coût de l'endettement sont particulièrement favorables aux entreprises. Toutefois, les conséquences éventuelles du Brexit, les fortes incertitudes encore présentes au printemps sur la situation économique et géopolitique européenne et mondiale, peuvent remettre en cause l'embellie annoncée.

Conjoncture régionale : synthèse

Les prévisions de croissance de l'activité pour 2016 sont positives dans toutes les régions sauf en Normandie où elles restent négatives bien qu'enregistrant un léger mieux.

Cinq régions sont plus optimistes que la moyenne : la Bretagne, les régions Auvergne-Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, les Pays de la Loire et la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées. Parmi elles, les PME de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Bretagne anticipent en moyenne une hausse de l'activité supérieure à 2,5 %.

Les effectifs ont augmenté plus ou moins selon les régions. Deux exceptions : la Bretagne où ils restent stables et la région Grand-Est où les PME en phase de réduction dominent encore.

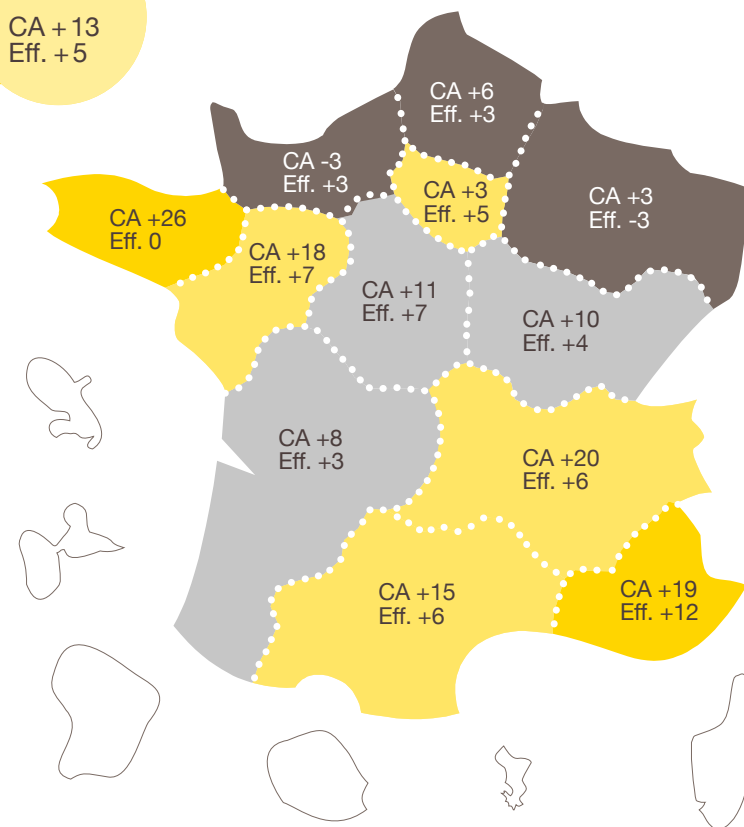
L'état des trésoreries s'est amélioré dans quasi toutes les régions.

Les résultats détaillés par région sont disponibles dans les synthèses régionales, accessibles sur www.bpifrance-lelab.fr

ÉVOLUTION DU CA ET DES EFFECTIFS PAR RÉGION SOLDE D'OPINION EN %

France :

CA +13
Eff. +5



Évolution moyenne du CA en valeur nominale

- De -0,5 % à 0,1 %
- De 0,2 % à 1,0 %
- De 1,1 % à 1,9 %
- De 2,0 % à 3,0 %
- N.S - Non significatif (moins de 100 réponses)

Source : Bpifrance Le Lab



02.



**SYNTHÈSE
DES RÉSULTATS**

CHIFFRE D'AFFAIRES

EFFECTIFS

INVESTISSEMENT

ANNÉE 2016 ⁽¹⁾

	Moyenne 2006 à 2015	Mai 2015	Mai 2016	Évolution/ Mai 2015	Moyenne 2006 à 2015	Mai 2015	Mai 2016	Évolution/ Mai 2015	Moyenne 2006 à 2015	Mai 2015	Mai 2016	Évolution/ Mai 2015
Ensemble des PME	+9	+4	+13		+3	+2	+5		-6	-7	-2	
10 - 250 salariés	+17	+10	+20		+8	+8	+11		-3	-3	+2	
Moins de 10 salariés	-1	-5	+2		-4	-7	-5		-10	-11	-9	
Industrie	+15	+11	+18		+3	+6	+8		-1	+1	+0	
Construction	-2	-17	-6		-1	-12	-11		-12	-17	-15	
Commerce	+6	+2	+13		+2	+2	+4		-11	-8	-3	
Transports	+9	+3	+7		+5	+9	+7		-13	-7	+8	
Tourisme	+1	-5	-2		-4	-10	-5		-9	-14	-12	
Services	+15	+10	+22		+8	+4	+12		-3	-6	+1	

ANNÉE 2017 ⁽¹⁾

	Moyenne 2006 à 2015	Mai 2015	Mai 2016	Évolution/ Mai 2015	Moyenne 2006 à 2015	Mai 2015	Mai 2016	Évolution/ Mai 2015	Moyenne 2006 à 2015	Mai 2015	Mai 2016	Évolution/ Mai 2015
Ensemble des PME	+23	+19	+20		+14	+10	+14					
10 - 250 salariés	+29	+27	+28		+17	+14	+20					
Moins de 10 salariés	+15	+9	+8		+9	+7	+6					
Industrie	+33	+31	+27		+17	+17	+17					
Construction	+3	-1	+3		+5	-7	+0					
Commerce	+22	+18	+17		+10	+10	+11					
Transports	+16	+10	+8		+11	+7	+6					
Tourisme	+11	+11	+8		-1	-6	+1					
Services	+28	+23	+28		+21	+18	+24					

(1) Solde d'opinion = (Part des entreprises anticipant une hausse - Part des entreprises anticipant une baisse).



03.



MÉTHODOLOGIE

Définitions

Les indicateurs ou soldes d'opinions correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- Indicateur en évolution = $[(x \% \text{ « en hausse »}) - (y \% \text{ « en baisse »})] \times 100$
- Indicateur en niveau = $[(x \% \text{ « bon/aisé »}) - (y \% \text{ « mauvais/difficile »})] \times 100$

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

Une entreprise est qualifiée « innovante » si elle a réalisé au moins 1 des 5 actions suivantes au cours des 3 dernières années :

- financer des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruter du personnel de R&D ;
- acquérir une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
- déposer un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
- développer pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré ;
- commercialiser sur le marché un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utiliser un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'est déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

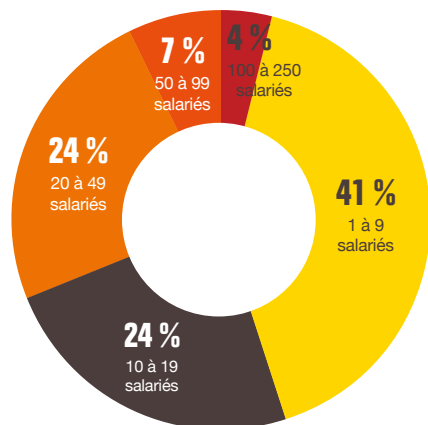
Une entreprise « **fortement exportatrice** » réalise plus du quart de son activité à l'international, « **moyennement exportatrice** » entre 6 % et 25 % et « **non exportatrice** » moins de 6 % (y compris 0 %).

Structure de l'échantillon

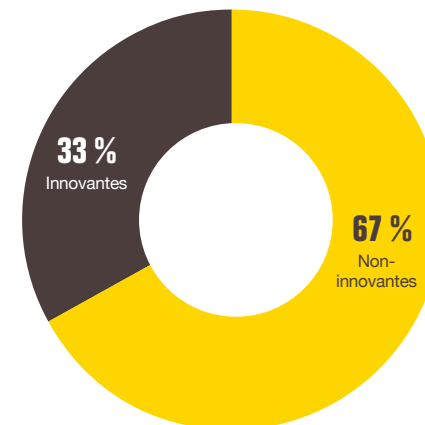
À l'occasion de la 63^e édition de l'enquête semestrielle de conjoncture, 28 851 entreprises des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de CA, ont été interrogées début mai 2016.

L'analyse porte sur les 4 420 premières réponses jugées complètes et fiables reçues avant le 7 juin 2016.

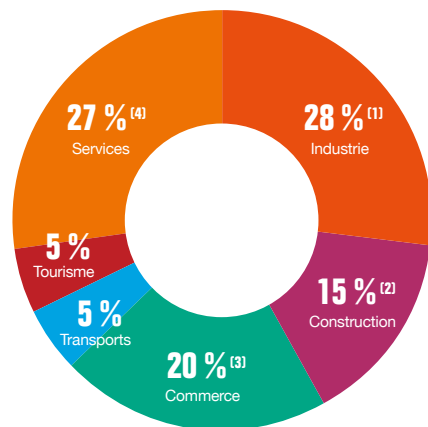
TAILLE



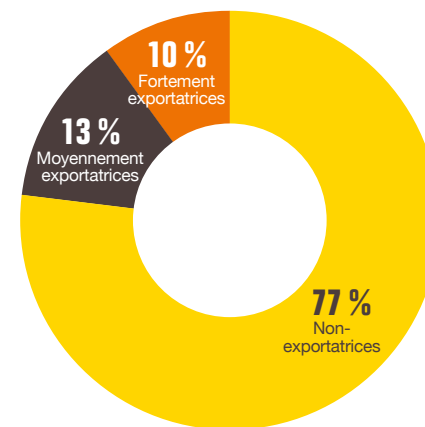
CARACTÈRE INNOVANT



SECTEUR D'ACTIVITÉ



EXPORT



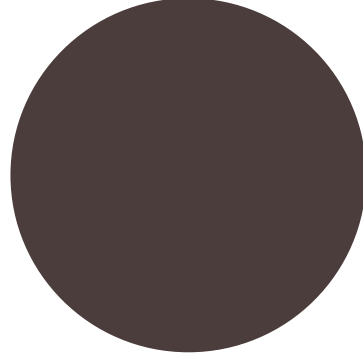
(1) 3 % agroalimentaire, 13 % biens intermédiaires, 8 % biens d'équipement et 4 % biens de consommation.

(2) 13 % Bâtiment et 2 % Travaux publics.

(3) 2 % Commerce-Réparation automobile, 12 % Commerce de gros et 6 % Commerce de détail.

(4) 23 % Services aux entreprises et 4 % Services aux particuliers.

Source : Bpifrance Le Lab



**SERVIR
L'AVENIR**

